

Immigration, intégration et droits politiques: les discussions citoyennes peuvent-elles apporter quelque chose de nouveau à la théorie politique normative?

Conor Cradden

Département de Sociologie

Les discussions citoyennes ont tendance à susciter le scepticisme soit des élus, soit des universitaires. Les sujets traités et les enjeux techniques et politiques sont souvent qualifiés comme trop complexes pour que les non-initiés puissent apporter quoi que ce soit au débat. Cependant, ce serait difficile de revendiquer une grande réussite pour les politiques d'immigration et d'intégration formulées par ces mêmes élites. Il faut donc se demander s'il n'y a pas lieu de solliciter et d'écouter plus attentivement les avis, les souhaits et les craintes des citoyens à cet égard, ou, plus radicalement encore, de leur demander de contribuer en partageant leurs idées.

Du côté scientifique, en ce qui concerne la contribution des discussions citoyennes à la théorie politique normative, il y a deux possibilités. D'un côté, une comparaison entre l'étendue des idées et concepts relevés dans de telles discussions et l'état actuel de la théorie normative nous permettrait de voir dans quelle mesure les citoyens sont capables de reproduire les débats d'élite. Un tel constat peut nous amener à repenser la relation entre théorie et pratique. De l'autre côté, cela permettrait aussi de voir s'il y a des lacunes dans la théorie normative, soit parce que les citoyens mettent en avant des idées nouvelles qui ne figurent pas dans la théorie normative, soit parce qu'ils manifestent des perceptions ou expriment des avis inattendus.

Le travail présenté se base sur une analyse de discussions entre étudiants menées en mars 2010. Une centaine d'étudiants divisés en groupes de 7 à 9 personnes ont discuté une proposition d'octroyer le droit de vote au niveau cantonal aux étrangers résidant dans le canton.